

Nouvelles locales des mardi 28 et mercredi 29 janvier 2014

@rib News, 29/01/2014 Justice - La Cour d'appel de Bujumbura vient de rendre un jugement dans lequel il radie le bâtonnier Isidore Rufyikiri de l'ordre des avocats du Burundi. Selon cette décision, il devra aussi être déchu du droit de représentation de ce barreau de Bujumbura et cette décision entre en vigueur malgré un éventuel recours de la part du concerné. Il a été reconnu coupable d'incitation à la violence suite à ses propos contre la révision de la constitution pouvoir CNDD-FDD. De son côté, maître Isidore Rufyikiri estime que cette décision est décevante pour une justice qui se veut indépendante.

Il affirme qu'il a été surpris malgré qu'il s'attendait à tant donner que depuis quelques jours, il avait selon laquelle le pouvoir en place veut obtenir coûte que coûte cette radiation. Selon lui, beaucoup de personnes sont victimes d'une haine qu'elle soit politique ou ethnique et sont de la sorte victime de procès prononcés par des juges indépendants. Ainsi, il estime que cette décision est dictée par la haine que le pouvoir CNDD-FDD a contre lui. Il affirme toutefois que cela ne va rien changer pour lui. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] Politique - L'ADC-Ikibiri vient de sortir un communiqué ce mercredi dans lequel il fustige le comportement du gouvernement burundais face à la question des enseignants. Le président de cette alliance trouve que les enseignants ont tout fait raison de faire la grève pour exiger que le gouvernement mette en application les conclusions de leurs rencontres en ce qui est de l'harmonisation des salaires. De plus, il voit que les enseignants devraient plutôt être bien traités du moment que ce sont eux qui s'occupent de l'avenir du pays en formant les futurs cadres. L'once Ngendakumana estime que le gouvernement en place veut toujours faire des promesses qu'il ne peut pas mettre en exécution. De plus, il trouve qu'une poignée de personnes continuent de s'enrichir au détriment de la majorité de la population et que c'est cela qui cause la répartition inéquitable des revenus du pays. Il demande la révision de la gestion du domaine minier ainsi que le domaine de marchés publics afin de faire entrer dans les caisses publiques les montants détournés par les titulaires de ces domaines et distribuer ces fonds aux enseignants en signe de reconnaissance du travail qu'ils accomplissent. [rpa/bonesha]- Les deux ailes protagonistes du parti Uprona ont animé ce mardi matin une conférence de presse pour annoncer une probable prononciation de jugement par la cour suprême dans l'affaire opposant les Badasigana du courant de réhabilitation du parti Uprona ceux de l'Uprona dit institutionnel, procès qui se trouvait jusque ce vendredi dernier à la cour suprême. Le président du parti Uprona a estimé que malgré le retrait du litige, cette juridiction apprêterait à rendre un jugement dans une affaire qui n'existe plus juridiquement. Charles Nditije a estimé que si la cour suprême ose prononcer ce jugement, ce sera une aberration pour la justice burundaise et un signe du manque d'indépendance de sa part. De même, ce serait un signe que le pouvoir actuel veut toujours entretenir des divisions au sein des partis politiques. De plus, il a laissé entendre que même si le parti présidentiel veut enterrer le parti Uprona, cela ne va pas du tout être accepté par les Badasigana aussi vaillants qu'ils sont. Il a aussi ouvertement accusé le secrétaire général de ce parti en la personne de Gaston Sindimwe ancien président de ce même parti en la personne de Bonaventure Niyoyankana d'être des traites à la solde du pouvoir CNDD-FDD pour enterrer le parti du Prince Louis Rwagasore tout en affirmant que les Badasigana vont les combattre avec tous les moyens de droit. Il a en outre affirmé que ce parti ne soutiendra jamais la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de 2015 ainsi que la loi controversée sur la CNTB. Mais heureusement, la situation n'a pas été ainsi puisque ce même mardi soir, la cour suprême leur a remis les dossiers pour que cette affaire soit étudiée entre les Badasigana. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- Après que les Imbonerakure aient perturbé et empêché la tenue d'une réunion des membres du parti Sahwanya Frodebu dans la commune Kayogoro de la province Makamba dimanche de la semaine dernière, la COSOME trouve que le chemin à parcourir reste encore long en matière de démocratie au Burundi. Le secrétaire exécutif de cette association constate qu'il est étonnant qu'il y ait encore des membres d'aucun quelconque parti politique qui se donnent le droit de faire du mal aux membres d'une autre parti politique. Sylvère Ntakarutimana trouve que tout parti politique agrégé a le droit de tenir des réunions sur toute l'étendue du territoire national. Il constate également que les propos de l'administrateur communal de Kayogoro sont caractéristiques d'une autorité dépassée par les événements et qui devrait par conséquent démissionner. Si tel n'est pas le cas, il des supérieurs hiérarchiques de l'Union aider. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb]- L'Observatoire de l'Action Gouvernementale joint à la déclaration du secrétaire général des Nations Unies sur le mandat du BINUB. Dans un communiqué de presse sorti ce mardi soir, elle se dit consternée par le fait que le gouvernement burundais veut la fermeture de ce bureau. Selon le président de cette association, ce bureau a aidé activement dans la préparation et la tenue de différents dialogues entre les politiciens burundais en vue de la bonne préparation des élections de 2015 ; ce qui a permis la relance de la confiance entre les politiciens burundais. Maître Godefroid Manirambona trouve que si ce bureau reste fonctionnel au Burundi, les élections de 2015 devront bien se passer. De même, même après les élections de 2015, il devrait rester pour accompagner les nouvelles autorités dans la consolidation de la démocratie. [rpa]- Une personne membre et représentant du parti UPD Zigamibanga a été tuée par des jeunes Imbonerakure de cette même localité la nuit de ce mardi à mercredi. Selon des sources sur place, il était vers 20h30 de ce mardi quand James Ndiwokubwayo rentrait chez lui que ces Imbonerakure l'ont attaqué, le battant à mort. Il a affirmé que depuis quelques jours, ces jeunes lui intimidaient de ne plus enseigner le parti UPD sur cette colline et d'adhérer au CNDD-FDD. L'administrateur communal de Murwi estime qu'il lui que cette bagarre serait due à l'ivrognerie et qu'il ne savait pas que cette personne est le représentant de l'UPD Zigamibanga sur cette colline. Le représentant provincial du parti UPD demande aux membres du parti CNDD-FDD de ne pas se considérer comme maîtres puisque le CNDD-FDD n'est pas le seul parti politique et de se rendre compte que même chacun a le droit d'adhérer au parti politique de son choix comme il a le droit d'adhérer à une église de son choix. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa] Droit de l'homme - Deux représentants du syndicat STEB dans la commune de Gitega ont été arrêtés ce mardi après-midi par les agents du service national de renseignement dans cette province. Ils affirment qu'ils ont été arrêtés alors qu'ils étaient en train de tenir une réunion d'évaluation du mouvement

trois jours entamés ce lundi par les syndicats des enseignants. Ils ont été conduits chez un OPJ qui leur a interrogés sur la provenance de leur permission de tenir une réunion. Après une nuit passée au cachot, ils ont été libérés ce mercredi matin par le commissaire de la police Gitega sous la condition de ne plus tenir des réunions sans permission. Ces syndicalistes dénoncent ce comportement de la documentation qu'ils qualifient d'intimidation surtout qu'ils sont en train de défendre leur cause. Ils trouvent que jamais, les réunions des syndicats ne requièrent une permission. Ils annoncent qu'ils ne vont pas céder pour autant à la peur. [rpa] Sécurité - Une femme a été blessée la nuit de ce mardi par son mari dans le quartier Wankana de la ville Gitega de la même province. Selon des sources sur place, il était vers 20h30 minutes que Ndayishimiye Emmanuel est allé voir son enfant chez son ex-épouse mais cette dernière a refusé. Ainsi, une bagarre a éclaté entre les deux personnes et le visiteur a renversé la marmite pleine de nourriture qui était sur le feu et en a versé le contenu sur la victime qui a grièvement blessée au niveau des seins et des bras. Le malfaiteur a été arrêté et remis à la police le matin de mercredi et est détenu au cachot de la police dans la commune Gitega où il est en train de subir un interrogatoire. [bonesha/rtnb]- Une grenade a été découverte ce mercredi matin sur la colline Nkundusi de la commune Rusaka de la province Mwaro dans une plantation de caféiers. Selon des sources sur place, des bergers qui gardaient des vaches l'ont aperçue alors qu'elle était emballée dans une chaussette militaire et ils ont alerté un voisin qui a pris le soin à son tour d'appeler les forces de l'ordre. La police a récupéré l'arme et la police dans cette province demande à la population de déclarer à la police toute chose suspecte. [isanganiro]- Découverte d'armes sur la colline Nyangutwe de la commune Muhuta de la province de Bujumbura le matin de ce mercredi. Selon le porte-parole de la police nationale, c'est un habitant de cette localité qui a indiqué à la police ces armes et l'opération de les récupérer a été entamée dans la plus grande sécurité. Helminégilde Harimenshi annonce que des grenades de toutes sortes et 1380 cartouches de différentes natures ont été trouvées ainsi d'armes. Il profite de cette occasion pour demander à la population de déclarer à la police de telles caches d'armes ou de se faire des armes détenues illégalement tout en promettant qu'il n'y aura pas de poursuites judiciaires contre toute personne qui remettra volontairement son arme ou qui montrera à la police des armes cachées. Il a rassuré que ces armes seront confiées à la commission de désarmement qui se chargera de leur destruction. [isanganiro/rtnb/bonesha] Education - Les syndicats SPEEBU et SYPESBU qui avaient annoncé depuis leur naissance qu'ils veulent défendre les intérêts des enseignants sans recourir à la grève viennent de changer de ton envers le gouvernement. En effet, ils viennent d'affirmer qu'ils ne comprennent pas les propos de la ministre de la fonction publique qui les accuse d'être à l'origine de la non application des clauses de la réunion tenue à Rumonge entre eux et le gouvernement. Selon le président du syndicat SPEEBU, les déclarations du porte-parole du gouvernement ne sont pas rassurantes. Victor Ndabaniwe ajoute à cet effet que si rien n'est fait en ce mois de février, ces syndicats seront dans l'obligation de suspendre le travail pendant une semaine jusqu'au début des examens du second trimestre afin de manifester leur mécontentement face à l'attitude du gouvernement. Il ajoute aussi que dans cette même logique, ils ne vont pas donner les résultats du second trimestre aux élèves. [rpa/bonesha/rtr/rtnb/isanganiro]- L'association APDS trouve que les enseignants n'ont jamais bénéficié des avantages et indemnités au moment où les autres fonctionnaires de l'Etat en bénéficiaient. Le président de cette dernière estime que le ministre de l'enseignement n'a jamais été dirigé par une personne capable de plaider pour les enseignants d'une manière satisfaisante contrairement à certains autres fonctionnaires qui ont profité de la rigueur de leurs patrons pour avoir certaines primes et indemnités. Maître Cassien Yamuremye constate donc que les enseignants ont été oubliés et trouve aussi que leur salaire a considérablement diminué depuis les années 70 où un enseignant terminant l'université touchait mensuellement une somme équivalente à 400 dollars alors qu'actuellement il touche 400 dollars uniquement. Il constate que les résultats des différents dialogues ne sont pas mis en application et demande au gouvernement de ne pas lâcher cette opportunité de dialoguer et surtout d'honorer les engagements. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] Economie - Le SYGECO vient de mettre en place un compte de solidarité entre les commerçants. Selon le président de ce syndicat, l'année 2013 a été catastrophique pour eux suite à l'incendie central de Bujumbura qui a ravagé toutes leurs marchandises ; les exigences de l'OBR et les banques qui veulent leur voler les hypothèques illégalement. Cette situation leur a obligé de réfléchir sur ce qu'il faut faire afin d'essayer de ce qu'il faut sauver. Selon Audace Bizabishaka, ils auront compris qu'ils doivent entreprendre de créer des structures qui leur permettront de bien mener une assistance mutuelle en cas de besoin. Ainsi, il annonce que ce compte de solidarité va accueillir des cotisations des commerçants et ces fonds seront utilisés dans l'octroi des crédits aux commerçants sans que ces derniers aient été contraints de fournir des garanties. Il demande par conséquent à tous les commerçants d'adhérer massivement. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa]- L'OLUCOME trouve que les commissions qui se sont succédées pour étudier la situation après l'incendie du marché central de Bujumbura n'ont pas pu donner une version crédible des faits. Selon le président de cet observatoire, 5 commissions ont été mises en place sans toutefois produire un rapport digne de foi et profitable aux commerçants. Gabriel Rufyiri trouve aussi que le rapport fourni par les services de la deuxième vice-présidence de la République fait état de plus de 31 personnes physiques ou groupes de personnes et sociétés qui ont donné leurs contributions dans cette situation faisant un total de plus de 1.465.000.000FBu. Il annonce aussi que les 100.000.000FBu que les députés affirment avoir donnés ne figurent nulle part dans ce rapport. Ainsi, il se demande si réellement ces élus du peuple ont donné cet argent et si oui, où est-il ? Il déplore aussi le fait que les anciens commerçants de ce marché réduit en cendres il y a tout juste une année, au lieu d'être assistés, continuent d'être pourchassés par la police et pire encore le fait que la police leur a refusé de se réunir ce lundi, le jour de commémoration de ce triste événement, afin de changer. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro]- Le parti Frodebu Nyakuri trouve que la gestion de la catastrophe qui s'est abattue sur les commerçants du marché central de Bujumbura en date du 27 janvier 2013 n'a pas été transparente. Le président de ce parti estime qu'il est difficile de croire aux conclusions des différentes commissions qui ont été mises en place. Le docteur Jean Minani trouve que le fait que le rapport de la commission internationale n'a pas été publié rend difficile la crédibilité des rapports internes. Il demande que la situation soit tirée au clair afin d'éclaircir les circonstances de déclenchement de cette situation. [rpa]- C'est le même son

chez le parti Uprona qui trouve que les rapports sortis par les différentes commissions ne sont pas clairs ni crédibles. Selon le porte-parole de ce parti, les Burundais veulent toute la vérité et rien que la vérité à ce sujet. Le député Bonaventure Gasutwa estime en outre qu'il n'y a pas de raison dans le retard de démarrage des activités au marché provisoire de COTEBU puisque rien ne semble bloquer le processus tant même donné que les fonds bloqués par les bienfaiteurs suffisaient à reconstruire le nouveau marché provisoire. [rpa] ĩ Gouvernance - Les habitants de la province de Kayanza regroupés au sein de 54 associations qui ont fourni les plants fruitiers dans le projet plantation des arbres fruitiers dans la province Kayanza ont fait depuis ce mardi un sit-in devant les bureaux de l'Ombudsman burundais pour réclamer une somme de plus de 4 milliards. Ils affirment qu'ils ont fourni ces plants au ministère de l'environnement que c'est la présidence de la République qui devrait les désintéresser. Ils ajoutent que depuis 2011, ils ont reçu des promesses de la part de l'Ombudsman mais elles n'ont pas été honorées. Ils s'attendent en outre du fait qu'il n'a jusqu'ici fait un déplacement pour constater l'état dans lequel ils vivent. Ils demandent au président de la République lui-même natif de cette province de Kayanza de venir les voir et au président de la République, l'initiateur de projet, de les payer. Jusque ce mercredi, ils n'avaient pas encore eu de réponse et ont juré de ne pas quitter ce lieu sans être payés. Le porte-parole de la présidence de la République a précisé qu'il n'a rien à dire à ce sujet puisque les personnes ont confié la question à l'Ombudsman. Le bureau de ce dernier fait savoir qu'il est en train de traiter cette question. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa]- L'OLUCOME constate que le marché de fourniture des plants fruitiers dans le pays et plus précisément dans la province de Kayanza a été entaché d'irrégularités. Le président de cet organe dénonce des fraudes massives en ce qui est de la confection des listes puisque des personnes fictives ont été ajoutées aux listes des vrais fournisseurs. De plus, Gabriel Rufyiri trouve qu'il y a eu des surfacturations. Selon lui, toutes ces irrégularités ont causé le détournement cet argent à l'étranger et que c'est cela qui a causé le non paiement des fournisseurs de ces plants qui viennent de passer leur deuxième nuit devant les bureaux de l'Ombudsman burundais. Il demande au gouvernement de rendre justice à ces derniers et de les payer dans les meilleurs délais. [rtr/rpa]